

Communiqué de presse

Évry, le 14 décembre 2011

Ni oisifs, ni fraudeurs, les allocataires du RSA ne doivent pas être stigmatisés

A la veille de l'organisation par Roselyne Bachelot-Narquin, ministre des solidarités et de la cohésion sociale, de la conférence nationale d'évaluation du RSA, Jérôme Guedj, Président du Conseil général de l'Essonne, explique les raisons de son désaccord avec le gouvernement sur la proposition récente de "mettre au travail" les allocataires du RSA. Et son refus de voir l'Essonne participer à l'expérimentation de ce dispositif.

C'était en novembre dernier, dans le cadre d'un discours consacré à "la lutte contre la fraude sociale". Le chef de l'État déclarait vouloir expérimenter, dans une dizaine de départements, une obligation de travail de sept heures par semaine pour les bénéficiaires du RSA.

Sollicité pour faire partie de cet échantillon, Jérôme Guedj a fait savoir à Madame Roselyne Bachelot-Narquin que l'Essonne ne souhaitait pas s'associer à cette expérimentation, laquelle, sous couvert de valorisation de l'emploi, soutient une vision erronée de la réalité des allocataires du RSA. Onze départements, appartenant tous à la majorité présidentielle, ont accepté de tester ce dispositif.

"Cette proposition a pour fonction unique de présenter les allocataires du RSA comme vivant au crochet de la solidarité nationale", explique Jérôme Guedj. "Opposer les citoyens les uns contre les autres est une démarche dangereuse pour la cohésion sociale, alors même que les difficultés économiques et sociales militent pour une solidarité forte. La provocation mine la République ; elle fait le lit des extrêmes, qui en recueillent le fruit dans les urnes".

"Les allocataires du RSA ne sont ni des oisifs, ni des profiteurs, ni des fraudeurs. Dans mon département, 1 allocataire sur 10 fait l'objet d'un contrôle de la CAF tous les ans et seulement 0,5% sont en situation frauduleuse", ajoute Jérôme Guedj.

"Si l'on considère que l'emploi est l'une des conditions de l'insertion, il serait plus judicieux de doter davantage le Pôle emploi et le réseau des missions locales des moyens leur permettant de conduire à bien leurs missions et de mettre un terme au démantèlement du service public de l'emploi", conclut Guy Bonneau, Vice-président chargé de l'insertion.

L'Essonne compte environ 20 000 allocataires du RSA.

Contact : Mathieu CUSSOT
Téléphone : 01 60 91 91 47
Portable : 06 77 80 24 72
Télécopie : 01 60 91 91 24
E-mail : mcussot@cg91.fr

